

# LA FONDATION ACM

## LA CITOYENNETÉ ET L'INTÉGRATION MÉDITERRANÉENNE



**Vers une Communauté des  
Peuples de la Méditerranée.**



FUNDACIÓN ASAMBLEA DE CIUDADANOS Y CIUDADANAS DEL MEDITERRÁNEO (FACM)

FONDATION ASSEMBLÉE DES CITOYENS ET CITOYENNES DE LA MÉDITERRANÉE (FACM)

MEDITERRANEAN CITIZENS' ASSEMBLY FOUNDATION (MCAF)

مؤسسة مجلس مواطني و مواطنات المتوسط



# **LA FONDATION ACM**

## **LA CITOYENNETÉ ET L'INTÉGRATION MÉDITERRANÉENNE**

**Vers une Communauté des  
Peuples de la Méditerranée.**

***La Fondation Assemblée des Citoyens et Citoyennes de la Méditerranée (FACM) est un réseau qui favorise le dialogue, la proposition et l'action citoyenne. La Fondation ACM promeut les valeurs démocratiques de liberté, de paix et de respect de la diversité, et la responsabilité environnementale en Méditerranée. La FACM est déterminée à atteindre l'émergence d'une communauté Méditerranéenne des peuples.***

***FACM 2017.***

## Table des matières

PRÉAMBULE .....	7
SUR LA CITOYENNETÉ MÉDITERRANÉENNE .....	8
Les variables diverses de la Méditerranée.....	10
L'absence de déterminisme en matière de potentiel citoyen .....	10
Les variables structurelles et conjoncturelles.....	11
L'influence de la géopolitique et des rapports de force politiques.....	11
L'influence des pouvoirs sur le « penchant naturel » des sociétés.....	12
Les nuances de type sociogéographique .....	12
Le poids du communautarisme et/ou de la religion.....	12
Le clivage générationnel.....	13
Point de Méditerranée sans genre.....	13
L'ÉMERGENCE DE L'ESPRIT CITOYEN ET LA DYNAMIQUE DE L'ACM .....	14
La nécessaire esquisse d'une charte .....	15
La création d'un espace citoyen concret.....	15
La consécration de la Déclaration universelle des droits humains pour la citoyenneté méditerranéenne .....	16
Les Cercles citoyens méditerranéens .....	16
Les interactions entre citoyens et institutions publiques et privées .....	16
La Méditerranée à construire : un espace de paix et de prospérité.....	17
L'INTÉGRATION DE LA MÉDITERRANÉE À LONG TERME .....	18
DE L'ACM À LA FONDATION ACM (FACM).....	21



## PRÉAMBULE

L'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée (ACM) est un réseau ayant pour vocation essentielle le renforcement et l'accompagnement de l'émergence d'une citoyenneté méditerranéenne. Depuis 2008, l'ACM a relevé le défi de réunir, en une même enceinte et autour des mêmes principes et valeurs, des centaines de citoyens aux horizons socio-professionnels divers et en provenance de tous les pays de la Méditerranée. Dans cet esprit, six grandes Rencontres ont déjà été organisées autour de thèmes fédérateurs : « Institutions et citoyenneté en Méditerranée » (Valencia, Espagne, 2010) ; « Crises et changements en Méditerranée » (Tunis, Tunisie, 2011) ; « Le devenir des dynamiques citoyennes » (Volos, Grèce, 2012) ; « La citoyenneté méditerranéenne face aux crises et conflits régionaux » (Istanbul, Turquie, 2013) ; « Vers la construction d'une communauté méditerranéenne des peuples » (Marseille, France, 2014) ; « Cinq ans d'ACM : bilan et perspectives d'avenir » (Tirana, Albanie, 2015).

Si ces Rencontres ont permis de débattre des thèmes les plus déterminants pour la citoyenneté méditerranéenne, elles ont également été l'occasion de formuler des propositions concrètes pour le présent et l'avenir des peuples méditerranéens. Ces suggestions ont été aussi riches que multiples, reflétant le potentiel et la grande motivation qui animent les citoyens de l'espace méditerranéen. Ainsi, et sans prétendre pour autant à l'exhaustivité, elles nous offrent de dessiner une trame constitutive des idées récurrentes formulées par les membres de l'ACM au fil de leurs débats. Représentatives de « l'esprit citoyen méditerranéen » tel qu'il a pu se manifester au fil de telles Rencontres, ces incitations à l'action forment aussi une trame utile pour les institutions, instances et individus soucieux de promouvoir des solutions et propositions répondant à des préoccupations citoyennes quotidiennes concrètes.

## SUR LA CITOYENNETÉ MÉDITERRANÉENNE

L'espace méditerranéen ne verra ses perspectives consolidées que lorsqu'il aura atteint le nécessaire renforcement de la condition citoyenne. Et c'est à partir du moment où les citoyens de la Méditerranée pourront jouir de l'ensemble de leurs droits que l'on assistera à l'émergence d'une citoyenneté digne de ce nom.

On recense en effet de nombreux exemples, plus ou moins récents, de pays dans lesquels l'affirmation de régimes dictatoriaux et/ou autoritaires s'est traduite par la mise à mal des initiatives citoyennes en place (droit d'association, d'expression, de réunion, etc.) et la création d'obstacles à leur affirmation. L'état de la citoyenneté – des droits qu'elle octroie comme des responsabilités qu'elle implique – est un indicateur fort de la santé d'un pays. Car c'est à travers le peuple et sa volonté souveraine que peuvent émerger des pouvoirs légitimes, et des contre-pouvoirs, qui donneront aux évolutions sociopolitiques un caractère sain et démocratique, conforme à la volonté des citoyens.

Remise en perspective dans le contexte méditerranéen en général, et arabe en particulier, cette notion de citoyenneté a connu récemment des évolutions espérées depuis longtemps. Preuve qu'il est important pour la Méditerranée de croire en ses forces. Croisement de cultures et d'influences ayant fait sa richesse, l'espace méditerranéen dispose d'un potentiel propice à la construction d'un espace commun de paix et de prospérité. Loin d'être chimérique, cet objectif connaît d'ores et déjà de prometteuses déclinaisons et traductions. En mettant en avant ce qui les rapproche et leur aspiration à vivre ensemble, les citoyens de la Méditerranée expriment leur attachement à la construction de liens mutuels plutôt qu'à l'affichage de différences. Et quand bien même les divergences existent – car il serait vain de les nier –, elles sont assumées tant elles reflètent une grande richesse et un inestimable patrimoine.

Si l'opinion publique compte aujourd'hui au rang des acteurs influents des relations internationales, il lui faudra fournir encore bien des efforts avant de pouvoir entrer dans la catégorie de ses acteurs incontournables, et ce au Nord comme au Sud et à l'Est de la Méditerranée. Pour autant, et en dépit des multiples obstacles qui persistent, les évolutions en cours au Sud de la Méditerranée ne doivent pas nous pousser à céder au désespoir.

Quelle que soit la nature des évolutions à venir pour le monde arabe, et malgré de nombreuses entraves sur le terrain, le « moment révolutionnaire » qu'il connaît est une réalité. Cette affirmation ne préjuge en rien du qualificatif de « révolution » tant les changements



observés jusqu'à aujourd'hui ne réalisent pas toujours les espoirs initiaux. S'il est donc encore trop tôt pour parler de « la » révolution arabe, la révolution citoyenne est quant à elle bel et bien advenue, avec ses avantages, et ses limites aussi. Mais elle est la preuve que l'impact de l'opinion publique sur les orientations politiques et les décisions gouvernementales est avéré. Certains avanceront plus rapidement que d'autres, et des formes de recul se feront observer. Mais il ne fait pas de doute que la suite de l'histoire sera tout à fait écrite par les citoyens eux-mêmes, en fonction de leur détermination, et des moyens dont ils disposeront. Il est au demeurant normal qu'un parcours entrepris après des décennies d'autoritarisme ait à rencontrer des écueils.

La diversité des orientations politiques, économiques, religieuses, sociales voire idéologiques qui traversent la Méditerranée, cet ensemble riche de cultures, d'influences, de structurations et de mentalités, est incontestable. On peut ainsi légitimement se demander s'il convient de parler de l'existence d'une ou de *plusieurs* citoyennetés méditerranéennes : le débat reste là aussi largement ouvert. Il a d'ailleurs donné lieu, au sein de l'ACM, à un foisonnement d'idées et à l'expression de visions et d'aspirations multiples. Et ce fait est rassurant tant l'échange autour de points de vue différents, voire contradictoires, fait partie du destin naturel de regroupements citoyens ayant tout à gagner de leur diversité. Comme l'a bien montré Amin Maalouf dans son ouvrage *Les identités meurtrières*, paru en 1998, un monde uniforme perdrait de sa saveur et de son intérêt, alors qu'un monde divers s'avère d'emblée riche, palpitant et stimulant.

L'espace méditerranéen fait aussi figure de laboratoire pour l'expression de « l'esprit citoyen », de son identité, de ses ambitions et de ses projets, et ce dans toute leur diversité. La manière avec laquelle populations et gouvernements du monde entier ont suivi – et continuent de suivre – les transitions du monde arabe montre que la « citoyenneté méditerranéenne » pourrait aussi avoir valeur de modèle conceptuel pour les évolutions se jouant à bien d'autres endroits à l'échelle de la planète.

La citoyenneté requiert néanmoins que soient satisfaites des conditions préalables si elle veut donner la pleine mesure de sa pertinence, de sa saine organisation, et de son potentiel prometteur. Outre une bonne structuration en amont et le développement d'efforts coordonnés, la détermination des citoyens à surmonter les épreuves les plus difficiles est tout aussi importante. Dans beaucoup de cas, les initiatives citoyennes ont pour principaux adversaires les pouvoirs en place. Dès lors, on peut difficilement identifier les champs précis sur lesquels l'action citoyenne devrait se concentrer pour pouvoir avancer. Et pour cause : la citoyenneté et les conditions de son évolution ne sont jamais prisonnières de critères gravés dans le marbre. Ce qui compte, c'est bien la détermination, et l'action.



Ainsi, en poussant encore plus avant cette logique, et en la replaçant dans le contexte méditerranéen en particulier, certains points incontournables pour la compréhension des enjeux concrets qui s'imposent aujourd'hui à la citoyenneté méditerranéenne sont identifiables.

## Les variables diverses de la Méditerranée

Les quatre rives de la Méditerranée ne partagent pas forcément des dynamiques similaires. Les pays constitutifs de ces ensembles géographiques, historiques et humains répondent à des nuances et singularités, et les régions qui les chapeautent se différencient à leur tour les unes des autres. Cette précision est loin d'être anodine. Si l'aspiration des Méditerranéens à privilégier une citoyenneté consolidant démocratie, dignité, liberté, paix, égalité et croissance est bien un sentiment partagé, l'aboutissement de chacune de ces notions ne se fera pas forcément au même rythme, ni par les mêmes moyens, selon les pays concernés. Chacune des nations méditerranéennes dispose de caractéristiques qui lui sont propres. Celles-ci influent, dans les grandes lignes, sur leurs rythmes et leurs moyens d'action.

## L'absence de déterminisme en matière de potentiel citoyen

Tous les citoyens des pays de la Méditerranée sont en mesure de consolider des actions en faveur de l'amélioration de leurs conditions de vie et de celles de leurs semblables. Nier cette réalité, c'est prendre le risque de tomber dans le piège du relativisme culturel. Celui-ci voudrait que certaines cultures soient compatibles avec la démocratie et le développement économique, quand d'autres ne le seraient pas. Or c'est là une entorse au bon sens. La reconnaissance et la consécration des droits humains sont tout simplement un droit. Tous les citoyens, méditerranéens comme de par le monde, sont libres de donner les impulsions qui leur paraissent consacrer leurs droits tout en respectant leur culture, leurs pratiques et leurs coutumes. Le reste n'est que question de moyens qu'ils sauront s'approprier dès lors qu'ils seront déterminés à avancer vers l'horizon national qu'ils se seront choisis.

## Les variables structurelles et conjoncturelles

Certains pays ont subi et/ou subissent toujours le joug de dictatures ou de régimes autoritaires. Il leur est donc difficile de consolider un environnement transparent et plus structuré en un trait de temps.

De la même manière, certaines sociétés – ou certaines populations – se restreignent volontairement du fait d'un conservatisme culturel qui les amène à jeter un regard méfiant sur les initiatives citoyennes. Ces particularités sont à prendre en considération tant elles expliquent pourquoi l'engouement manifeste qui se déclare à un endroit laisse place à davantage de nuances en d'autres lieux. Afficher l'objectif d'un espace citoyen méditerranéen démocratique et développé est une priorité pour beaucoup de citoyens. L'action déterminée et les efforts réguliers des citoyens peuvent rendre possible ce qui paraissait pourtant initialement hors de portée. Mais on construit difficilement un nouvel horizon sans guides, ou sans compter sur des élites dont les sociétés regorgent souvent.

Ce qui compte aussi c'est l'accord citoyen sur un projet national, une forme de pacte consensuel qui préserve les paramètres et éléments les plus importants. Sortir de décennies de dictature et d'autoritarisme, c'est aussi être conscient de ce que la transition vers un autre horizon se fait rarement sans heurts.

## L'influence de la géopolitique et des rapports de force politiques

L'espace méditerranéen est, par son histoire et sa géographie, très sensible aux interactions régionales comme internationales. La présence des États-Unis est un paramètre important qui peut s'avérer contraignant, du fait de la politique du « deux poids deux mesures » très souvent privilégiée par Washington – mais aussi par beaucoup de ses alliés et rivaux – en Méditerranée. En effet, même s'ils paraissent à bien des égards moins influents, d'autres puissances et acteurs (Russie, Chine, Union européenne et certains de ses membres...) ont souvent un rôle qu'il convient de ne pas négliger.

Ainsi, l'action de l'UE en faveur de la consolidation de la société civile méditerranéenne est à prendre en compte. Mais les Européens devront être en mesure d'influencer positivement les événements. Dans le même temps, un surplus d'injections, financières notamment, de la part d'acteurs étrangers à la région risque toujours de réveiller la méfiance des citoyens et de ralentir le rythme de leurs évolutions et positionnements. Certes la citoyenneté méditerranéenne a incontestablement besoin de moyens et de soutiens, mais ils doivent être déconnectés d'intérêts politiques et stratégiques, de manière à ce que la citoyenneté puisse croître à un rythme naturel et autonome. Cet élément complique considérablement la donne, les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée demeurant très souvent en besoin d'aide extérieure.



## L'influence des pouvoirs sur le « penchant naturel » des sociétés

Une société réprimée pendant des décennies n'aura pas les mêmes réflexes que celle ayant bénéficié d'une ouverture démocratique dans la même période. Par ailleurs, plus le niveau d'éducation et de culture sera élevé dans une population donnée, plus la capacité des citoyens à se consacrer à des actions concrètes et porteuses sera grande. En ce sens, il importe de rester conscient que les facteurs hérités du passé, même récent, peuvent toujours influencer la perception que d'aucuns ont des initiatives citoyennes. Celles-ci seront vues d'un œil favorable par les uns, et de manière plus distante ou méfiante par les autres ; mais ce sont autant d'angles qui ont tous leur légitimité.

On ne peut en effet attendre une réaction égale, basée sur des critères identiques, de la part de tous les citoyens d'un pays ou d'un espace donné. Prendre conscience de ces différences, c'est déjà se donner les moyens de mieux identifier les démarches qui seront à privilégier.

## Les nuances de type sociogéographique

Du fait, surtout, de leur soumission à la volonté de régimes autocrates, les pays de la Méditerranée ont connu un développement à plusieurs vitesses au fil des décennies : alors que plusieurs agglomérations, fiefs et/ou lieux de tourisme bénéficiaient de larges mannes financières et d'infrastructures décentes dans certains pays, d'autres étaient délaissés.

Cette donnée explique aussi pourquoi les perceptions ne sont pas toujours les mêmes dans tous les pays. Des situations de méfiance mutuelle se créent également entre les populations se sentant appartenir à une « élite » privilégiée et celles ayant le sentiment d'avoir été délaissées. Il en résulte un clivage évident qui impose d'œuvrer au rapprochement des points de vue si l'on souhaite favoriser l'émergence d'une citoyenneté méditerranéenne. Autant les nuances de lecture nourrissent la richesse citoyenne, autant les divergences et les méfiances réciproques – surtout lorsqu'elles se transforment en tensions – peuvent empêcher l'apparition d'un esprit citoyen cohérent et constructif.

## Le poids du communautarisme et/ou de la religion

C'est un fait incontournable : les affiliations communautaires et religieuses existent. Elles participent même de cette richesse méditerranéenne sur laquelle on ne peut qu'insister. Mais il est aussi important de garder à l'esprit combien elles peuvent en venir à cristalliser des facteurs de divergence et ainsi miner les perspectives requises pour la consolidation citoyenne.

La difficulté d'un pays à évacuer efficacement ses contentieux politico-religieux agit en retour négativement sur les possibilités d'une construction positive de la citoyenneté. Cet écueil est loin d'être insurmontable, mais son importance doit être gardée à l'esprit. La citoyenneté en Méditerranée a besoin d'espaces de dialogue qui lui permettront d'échanger autour de ses divergences. Elle nécessite aussi qu'on lui octroie des moyens conséquents qui lui permettront de mettre en place des projets fédérateurs. À défaut, les contre-effets induits empêcheront les avancées escomptées.

## Le clivage générationnel

La Méditerranée est soumise à un fort clivage générationnel. Mais celui-ci est à envisager à travers un prisme positif tant la jeunesse est majoritaire en Méditerranée. C'est même elle qui œuvre à consolider des projets citoyens tant au Nord qu'au Sud de cet espace. C'est la jeunesse qui a permis au « Printemps arabe » d'éclore. Et c'est en quelque sorte tracté par la jeunesse que le train de la citoyenneté méditerranéenne a entraîné dans son sillage d'autres pans et catégories de la population comme autant de nouveaux wagons.

Ces différences d'âge peuvent aussi provoquer quelques blocages ponctuels, entre des jeunes motivés, porteurs de grandes ambitions, et d'autres forces – jeunes et moins jeunes – plutôt enclines à prendre leurs distances avec l'action citoyenne. En cela, et au vu des configurations présentes dans l'ensemble de la Méditerranée, l'initiative citoyenne pourra connaître des ralentissements et même des régressions.

## Point de Méditerranée sans genre

La question du genre demeure – et à raison – omniprésente dans la réflexion sur la citoyenneté méditerranéenne. De fait, en termes juridiques comme sur le plan du statut, bien des différences persistent dans le traitement réservé par les sociétés – et les pouvoirs – aux hommes et aux femmes, sur toutes les rives de la Méditerranée. C'est la raison pour laquelle il est important d'initier et d'entretenir des actions fortes qui permettront de contrer l'idée d'une société favorisant les hommes au détriment des femmes.

Il importe aussi d'être conscient que la notion de genre ne saurait faire abstraction d'une question connexe, beaucoup plus significative dans les faits : la condition citoyenne. C'est la défense des acquis citoyens qui permettra aux hommes et aux femmes de prétendre à un même statut, basé sur la justice et le mérite.



## L'ÉMERGENCE DE L'ESPRIT CITOYEN ET LA DYNAMIQUE DE L'ACM

Redonner à la citoyenneté méditerranéenne son acception originelle : c'est là tout le sens du processus porté et consacré par l'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée (ACM) depuis ses débuts. En 2008, alors que rares encore étaient les personnes croyant en la possibilité pour la citoyenneté méditerranéenne en général, et dans les pays arabes en particulier, d'émerger, l'ACM a mobilisé ses efforts pour permettre l'apparition d'un espace citoyen méditerranéen. Déjà en juillet 2010, soit avant le « Printemps arabe », l'ACM avait organisé sa Première Rencontre à Valencia (Espagne). Ont suivi celles de Tunis (Tunisie, 2011), Volos (Grèce, 2012), Istanbul (Turquie, 2013), Marseille (France, 2014) et Tirana (Albanie, 2015). Chacune de ces Rencontres a permis, par la valeur de ses participants et son contenu, d'exprimer la richesse et la diversité de la citoyenneté méditerranéenne.

L'initiative citoyenne doit consacrer la condition de citoyen. Mais outre répondre aux besoins fondamentaux (eau, nourriture, toit), qui consacrent la dignité et la viabilité humaine, et donc citoyenne, la condition première pour l'émergence de l'esprit citoyen passe par la santé, l'éducation, la justice et la culture. Certes, en dépit de ses fortes contraintes naturelles, politiques et socio-économiques, la Méditerranée a l'avantage d'être un espace relativement bien doté. Mais répondre aux besoins citoyens renvoie plus globalement à la question du partage équitable des richesses et ressources nationales, ce qui impose de réfléchir aux questions de gouvernance. L'ACM considère à ce titre qu'il est primordial d'agir pour une gouvernance concertée, partagée et adaptée à l'espace méditerranéen.

Ainsi, au Sud et à l'Est de la Méditerranée, les logiques de solidarité protègent la majorité de la population d'un enfoncement grave dans la misère. Mais cela ne doit pas conduire à faire l'économie d'une promotion de pratiques étatiques gestionnaires saines et transparentes. Il est tout aussi nécessaire d'œuvrer en parallèle à créer les conditions d'une répartition équitable des ressources et des richesses. Plus de dignité, une meilleure éducation, une bonne santé, davantage de justice, la définition de politiques créatrices d'emplois adaptées à la réalité des économies et au potentiel citoyen, la prise en compte prioritaire de la condition des jeunes et des femmes – viviers de talent trop souvent sous-estimés en dépit de l'apport considérable qu'ils peuvent garantir à la société et au fonctionnement des pays méditerranéens... Autant de conditions nécessaires à l'émergence d'un état de droit démocratique dans l'ensemble de la Méditerranée, un objectif fondamental en soi.

L'ACM est amplement consciente de ces défis et enjeux. C'est pourquoi elle œuvre sans relâche pour favoriser les échanges entre citoyens et leur permettre de forger leurs idées et bâtir leurs projets. Dans cette perspective, la construction du réseau ACM a tenu compte des éléments qui suivent.

## **La nécessaire esquisse d'une charte**

L'ACM a veillé à apporter sa contribution à la réflexion sur les conditions d'une émergence positive de la citoyenneté méditerranéenne par la rédaction de sa Charte constitutive. Celle-ci est accessible sur son site Internet ([www.fundacionacm.org/fr/a-propos/charte-constitutive/](http://www.fundacionacm.org/fr/a-propos/charte-constitutive/)) où toute personne se sentant concernée par le présent et l'avenir de la citoyenneté en Méditerranée peut la consulter et la signer.

Il nous semble important de faire connaître à ce texte, et surtout aux idées qu'il porte, une portée encore plus large, en le promouvant auprès des instances méditerranéennes, euro-méditerranéennes, européennes et internationales. Les valeurs et principes défendus dans cette Charte constitutive de l'ACM peuvent en effet constituer les fondements d'une future Charte de la citoyenneté méditerranéenne.

## **La création d'un espace citoyen concret**

L'ACM contribue, par l'organisation de ses Rencontres de citoyens, à donner corps à un rassemblement de personnes issues de l'ensemble de la Méditerranée, tous pays et tous horizons socioprofessionnels confondus. Ces Rencontres permettent à des centaines de citoyens de se connaître, de dialoguer et de faire des propositions sur les divers points d'actualité de la Méditerranée.

Il se trouve que les besoins exprimés par les mouvements citoyens à l'origine du « Printemps arabe » coïncident avec le processus dynamique de l'ACM. L'utilisation par cette dernière de tous les moyens offerts par les nouvelles technologies de l'information et de la communication renforcera les relations et capacités nécessaires pour la construction de l'espace citoyen méditerranéen qu'elle appelle de ses vœux. Ces efforts ont vocation à renforcer la réflexion sur la citoyenneté méditerranéenne, son avenir et les principaux enjeux qu'elle recouvre.



## La consécration de la Déclaration universelle des droits humains pour la citoyenneté méditerranéenne

La citoyenneté méditerranéenne exige la reconnaissance de droits citoyens et humains basiques et fondamentaux : les potentiels citoyens et l'avenir de la région en dépendent. La citoyenneté méditerranéenne doit intégrer les dispositions prévues par les conventions et le droit international qui prônent et défendent les droits humains et la dignité de tous.

En ce sens, la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 et ses compléments (pactes internationaux sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels) doivent être acceptés et développés.

### Les Cercles citoyens méditerranéens

La citoyenneté méditerranéenne ne se décrète pas. Elle se construira par l'action des citoyens, mis en capacité d'influencer les institutions publiques présentes dans la région.

Dans le souci de donner à la citoyenneté méditerranéenne des moyens d'expression efficaces, l'ACM a favorisé la création de « Cercles citoyens ». Basés dans plusieurs villes de la Méditerranée, ils consistent en des agoras permettant aux citoyens membres de dialoguer, faire des propositions et mener des actions.

### Les interactions entre citoyens et institutions publiques et privées

La crise financière que traversent depuis 2008 plusieurs pays de l'Union européenne, combinée à la crise des institutions publiques – en termes variables – dans tous les pays méditerranéens et à la répercussion de cet état de fait sur la condition citoyenne, interrogent sur la nature du rapport établi entre citoyens et institutions. Le niveau de confiance prévalant entre ces deux sphères d'acteurs détermine les conditions de stabilité nationale et le degré de paix sociale.

Mais ces crises représentent aussi une opportunité pour que les institutions reconsidèrent leur rôle, tandis que les citoyens pourront affiner et affirmer leurs attentes et revendications. L'espace méditerranéen n'est pas épargné par ces crises qui doivent susciter chez ses citoyens le désir de les dépasser ; en effet, et malgré les obstacles, elles peuvent représenter des facteurs potentiels de créativité à l'image de la notion de « printemps » qui semble devoir s'imposer à tous les peuples aujourd'hui, au Sud comme au Nord et à l'Est de la Méditerranée.



## La Méditerranée à construire : un espace de paix et de prospérité

Dire que la Méditerranée doit être un espace commun de paix et de prospérité, comme l'ambitionne l'ACM, ne suffit pas. Il convient de décliner et de rendre tangible cette aspiration par le développement d'initiatives concrètes. L'ACM travaille à garantir à la citoyenneté méditerranéenne l'existence d'un espace d'expression propice à l'éclosion de telles initiatives.

Il lui semble ainsi particulièrement pertinent d'envisager la libre circulation, la révision des politiques restrictives en matière d'octroi de visas et le lancement d'initiatives intellectuelles, sociales, culturelles et environnementales. Alors même que ces aspirations citoyennes, consubstantielles à un état social de droit, se trouvent actuellement en danger dans la région, elles doivent précisément demeurer l'horizon des demandes de la citoyenneté méditerranéenne.



## L'INTÉGRATION DE LA MÉDITERRANÉE À LONG TERME

L'espace méditerranéen foisonne de cultures et d'influences multiples. Si elle donne parfois l'impression de constituer l'une de ses faiblesses, cette diversité est pourtant un gage de richesse et de fortes synergies entre ses citoyens. Prendre conscience de cette réalité, c'est déjà croire en la possibilité de mener à bien un projet d'envergure. D'ores et déjà, les jalons sont posés pour la consécration de la Méditerranée comme un espace de vie en commun basé sur le respect mutuel de ses citoyens, l'interaction entre ses habitants et la facilitation de dynamiques positives que n'entravent ni les frontières ni les séparations de tous ordres. L'ACM a vocation à accompagner cette affirmation de la réalité méditerranéenne. Les premiers pas qu'elle a entrepris en ce sens ne font que la conforter dans la pertinence de ses choix.

L'Assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée est un réseau de personnes qui partagent une passion simple : la Méditerranée. On retrouve en son sein des hommes et des femmes de tous âges et de toutes catégories socio-professionnelles : politiques et ex-responsables politiques, universitaires, syndicalistes, entrepreneurs ou personnes actives dans des associations à but non lucratif situées dans différents pays méditerranéens. Cette diversité est fondamentale pour l'ACM : elle garantit une variété d'horizons et de points de vue qui alimente en retour sa vocation à une large représentativité. À titre d'illustration, en avril 2013, à Tunis, dans le cadre du Forum Social Mondial, l'ACM a marqué sa présence par l'organisation d'un atelier de réflexion sur l'avenir de la région. Plusieurs des interventions ont évoqué la crise financière affectant les capitaux de pays tels que Chypre ou la Grèce, ou encore le contexte d'instabilité politique qui met en péril la refondation de pays comme la Tunisie ou l'Égypte. Tous ces sujets et préoccupations se sont retrouvés pleinement en phase avec la période déterminante que traversaient – et que traversent encore – les pays méditerranéens sur le plan financier. Toujours à l'occasion de cette Rencontre, certains participants avaient aussi évoqué ce qu'ils avaient qualifié d'« hiver arabe », illustrant par là même leurs craintes et interrogations quant à l'avenir de la région. D'autres avaient préféré insister sur la concurrence politico-militaire entre des pays comme la France, l'Allemagne ou le Royaume-Uni. Il avait également été fait référence au retour de la flotte militaire russe en Méditerranée, ainsi qu'à l'expansion de la flotte commerciale chinoise. Mais plusieurs voix s'étaient aussi élevées pour affirmer combien l'avenir se trouve entre les mains des jeunes, en appelant aux pays du Nord de la Méditerranée pour qu'ils acceptent d'être « complémentaires » de leurs voisins méridionaux et « osent l'intégration ».

L'intégration politique de la Méditerranée est en effet un sujet qui préoccupe les citoyens de cet espace. Mais elle ne doit plus figurer au rang des rêves dont la réalisation est sans cesse reportée aux décennies futures : elle doit être l'aboutissement des actions d'aujourd'hui, et se concrétiser dès maintenant. Cela signifie la construire à partir d'un engagement citoyen basé sur les principes de justice sociale, de liberté et du travail. Revendiquer cet objectif et se donner les moyens de se faire entendre obligera jusqu'aux gouvernements les plus réticents à se consacrer à ce qui est pourtant le substrat de toute vie démocratique digne de ce nom : respecter la *vox populi* ; en somme être conforme aux attentes citoyennes. Relever ce défi équivaldrait même à anticiper les perspectives, et à préfigurer des temps nouveaux. Les pères fondateurs de l'Union européenne ne firent pas moins lorsque, dans l'immédiat après-guerre, ils osèrent revendiquer leur vocation à unir l'Europe, en dépit de la méfiance et du mépris que pouvait provoquer une telle déclaration à l'époque. Or, la défense d'une meilleure intégration politique de la Méditerranée n'équivaut-elle pas, dans une certaine mesure, à une reprise du socle prometteur sur lequel a été bâti l'idéal européen, et ce d'une manière tout aussi audacieuse ?

La Méditerranée a naturellement vocation à garantir un destin commun à ses citoyens. Elle a aussi l'ambition d'exprimer une résistance naturelle et sans cesse croissante à l'individualisme, au consumérisme et à la ségrégation – autant de dérives devenues codes ordinaires du monde contemporain. Il existe tant de valeurs et de choses primordiales ayant la Méditerranée pour terreau naturel : le vivre-ensemble, le respect de la diversité culturelle et sociale, le sens de la famille, ou encore la culture du dialogue et du partage.

Plus largement, la Méditerranée peut incarner un laboratoire vivant dans lequel se jouera une partie de la mutation du système international d'un ordre à tendance unipolaire vers une formule multipolaire. Le « Printemps arabe » a montré, à bien des égards, le cynisme de ladite « communauté internationale », et révélé ses profondes contradictions. Mais les événements qui démarrèrent en 2010 dans la ville tunisienne de Sidi Bouzid démontrent aujourd'hui que, de la rive sud à la rive nord de la Méditerranée, le moment est venu de dépasser nos peurs. Derrière le réveil citoyen transparait la possibilité de provoquer l'évolution vers un monde meilleur. Si le défi des politiques des puissances étrangères, motivées par leurs propres intérêts, se fait de plus en plus vif, l'aspiration à construire un système alternatif n'en paraît que plus prometteuse. Réussir l'intégration politique de la Méditerranée représentera une occasion inestimable d'apporter des solutions à des problèmes régionaux comme internationaux qui se répercutent sur le bien-être des citoyens. Et le champ des défis qui pourraient être relevés est bien plus vaste encore, puisqu'il s'étend de la dégradation de l'environnement aux problèmes migratoires en passant par les affaires de corruption, les politiques de phagocytage des biens publics ou encore la question de la reconnaissance des droits humains et citoyens, comme en atteste tristement le sort des Territoires palestiniens occupés.



Le processus requis pour ces évolutions s'inscrit évidemment – et nécessairement – dans le temps long. Il requiert des projets et des ressources que les peuples de la région, en s'organisant, peuvent nourrir et abonder. La société civile, pour conduire le changement, a besoin de développer des idées. Mais elle demande aussi des infrastructures, des réseaux, et des soutiens.

Le projet d'intégration méditerranéenne n'aura d'avenir que s'il est accompagné par un groupe de citoyens déterminés et bien préparés. Les gouvernements, aux prises avec une crise d'identité et de légitimité, auront bien plus de difficultés à montrer la voie à suivre et à définir une vision commune d'importance historique pour l'ensemble de la région. Et quand bien même les sphères publiques décidaient de se montrer à la hauteur de leurs responsabilités, elles auront toujours besoin de l'inspiration et du potentiel citoyens.

L'ACM incarne cet espace de construction citoyenne positive. On y discute de nombreux thèmes, parmi lesquels la situation géopolitique de la région, les risques de la militarisation, l'avenir de la cohésion de l'UE, les problèmes posés par les égoïsmes nationaux, ou encore les leçons qu'il convient de tirer des mouvements de protestation se manifestant dans la région. Même si les difficultés demeurent en nombre, l'ACM fait le pari d'une réussite à terme pour l'intégration politique de la Méditerranée. Elle a conscience du potentiel incarné par l'enthousiasme et la mobilisation de la jeunesse. Elle voit également les possibilités énormes que pourraient offrir le Nord (État de droit, savoir-faire et technologies...) et le Sud et l'Est de la Méditerranée (passion humaine et spiritualité, solidarité communautaire, mise à disposition de leur potentiel humain...) s'ils décidaient enfin de travailler main dans la main et d'avancer en commun.

Le défi est certes colossal. Mais il n'en est que plus motivant. L'ACM est consciente de l'ampleur de la tâche qu'elle a devant elle, et elle continuera à s'investir pleinement, avec les moyens et les capacités dont elle dispose. Car l'intégration méditerranéenne, c'est l'horizon de la construction d'un espace méditerranéen cohérent, prometteur et actif, un rêve devenu depuis longtemps une nécessité. C'est aussi le reflet de l'exigence par les peuples de la Méditerranée d'une défense de la liberté, de la démocratie, de la dignité, du développement et de la paix.

## DE L'ACM À LA FONDATION ACM (FACM)

L'ACM, qui connaît aujourd'hui une crédibilité et une reconnaissance croissantes, est devenue, depuis octobre 2015, avec la transversalité qu'elle a su construire, le plus important réseau citoyen de la Méditerranée. Elle y est notamment parvenue grâce à la constitution de sa propre structure juridique qui porte, depuis cette date, le nom de *Fondation ACM* (FACM). Elle sait que le parcours qu'elle a entrepris avec les évolutions de l'ACM est dû, avant tout, à la confiance que les citoyens ont placée en elle depuis ses premiers pas. Sa foi en la possibilité de faire bouger les lignes de la Méditerranée et d'avancer vers un monde sans cesse meilleur n'en est que renforcée.

Il convient ainsi de souligner ici que, à l'occasion de sa Cinquième Rencontre annuelle (Marseille, novembre 2014), l'ACM avait dressé le bilan de ses cinq années d'existence. Cette même étape lui avait permis par ailleurs d'esquisser sa feuille de route pour les années à venir. Ainsi, le consensus avait prévalu sur le fait que, si l'économie est importante pour le développement de la Méditerranée et la consolidation de la citoyenneté méditerranéenne, on ne peut pour autant atteindre un développement prometteur sans permettre à la paix de s'ériger au préalable. À ce titre, si les conflits sont légion dans l'espace méditerranéen, la résolution du conflit israélo-palestinien demeure un préalable incontournable à la résorption de bien des malheurs dans l'espace méditerranéen. De même, à un niveau plus spécifiquement citoyen, le développement de démocraties participatives plaçant la société civile au centre de l'action reste toujours aussi impératif, raison pour laquelle l'intégration par la société civile est incontournable. Mais cela implique aussi de garder à l'esprit des éléments aussi fondamentaux que la bonne gouvernance, la préservation de l'environnement, la santé, l'éducation, l'emploi et le logement.

Lors de cette même Rencontre de Marseille, le constat avait ainsi été fait que, dans la globalité, les institutions publiques n'ont pas toujours fait avancer la construction d'une communauté des peuples méditerranéens. Les politiques appliquées ces dernières années ont plutôt eu tendance à faire perdurer les conflits entre les pays et les peuples, tout en laissant les inégalités se perpétuer dans tout le bassin : une lourde chape de plomb s'est alors mise à peser sur l'espoir soulevé par les mobilisations populaires dans les pays du Nord, du Sud et de l'Est de la Méditerranée. La crise économique et sociale a fait et continue de faire souffrir la majorité des populations des pays méditerranéens, touchant en premier lieu les plus démunis, dont beaucoup de jeunes et de femmes.



Un an plus tard, en 2015, à l'occasion de sa Sixième Rencontre qui s'est déroulée à Tirana (Albanie), l'ACM a fait un nouveau bilan, défini d'autres axes et propositions, et posé les jalons de ce qui constitue aujourd'hui la FACM et ses actions.

Soucieux de pouvoir passer de l'utopie à la réalité, les membres de l'ACM accentuaient leurs revendications pour une émergence concrète de l'identité méditerranéenne dans toute sa diversité. Attachés à ce que la citoyenneté méditerranéenne puisse apparaître comme une alternative forte et un moteur de réflexion et de changement face aux échecs des processus politiques euro-méditerranéens, ses membres en appelaient à ce que l'ACM soit à la hauteur pour instituer un dialogue et concrétiser des accords entre citoyens provenant d'espaces conflictuels, au Maghreb comme au Proche-Orient.

Aujourd'hui devenue réalité, la FACM va pouvoir œuvrer utilement à un avenir meilleur pour les citoyens méditerranéens comme pour l'espace méditerranéen, que ce soit en termes d'intégration (politique, économique, sociale) ou d'amélioration des conditions de vie. Car, certes, les guerres et la violence continuent de prévaloir à l'Est et au Sud de la Méditerranée. Mais les citoyens de cette région partagent un espace humain, géographique, économique et symbolique où coexistent aussi les diversités. L'institution d'un nouveau dialogue civil pour permettre la vie en paix entre égaux, dans le respect des différences et le refus des confrontations violentes, n'en est rendue que plus importante encore. La Méditerranée a en effet jusqu'ici été traversée par de trop nombreux navires de guerre autant que par des embarcations de fortune transportant des migrants ayant pour seule motivation la recherche d'un horizon viable. Il est donc grand temps de faire place à une autre réalité.

La FACM fait le choix de la paix et de la solidarité. Dans sa nouvelle étape, en plus d'être un réseau de réflexion et d'action citoyen, elle sera un réseau de résistance citoyenne à l'action encore plus déterminée. Elle s'érigera contre tout ce qui mine les perspectives méditerranéennes : nationalismes exclusivistes, oppression et domination des peuples, xénophobie et racisme, islamophobie et violence. Mais pour ce faire, et même si elle ne s'épargnera aucun effort, la FACM a besoin de la contribution de tous. C'est seulement de cette manière que l'on pourra s'assurer que la chimère trop longtemps entretenue de l'émergence d'un espace de paix, de justice, de dignité et de développement en Méditerranée deviendra enfin réalité.



**CONTACTE :**

San Francisco de Borja, 20-8  
46007 València (Espagne)  
Tel: 00-34 963 21 95 58

WEB: [www.fundacionacm.org](http://www.fundacionacm.org)  
MAIL: [info@fundacionacm.org](mailto:info@fundacionacm.org)  
FACEBOOK @FundacionACM  
TWITTER @Fundacion\_ACM

Avec le soutien de:



Fondation Charles Léopold Mayer  
pour le Progrès de l'Homme



FUNDACIÓN ASAMBLEA DE CIUDADANOS Y CIUDADANAS DEL MEDITERRÁNEO (FACM)  
FONDATION ASSEMBLÉE DES CITOYENS ET CITOYENNES DE LA MÉDITERRANÉE (FACM)  
MEDITERRANEAN CITIZENS' ASSEMBLY FOUNDATION (MCAF)  
مؤسسة مجلس مواطني و مواطنات المتوسط